

Salarié(e)s de la Fnac, nous sommes les premier(e)s concerné(e)s **Nous voulons savoir !**

Depuis que la presse a annoncé, le 27 septembre, le projet de cession de la Fnac par PPR, la direction refuse de communiquer la moindre information sur le sujet. Et pour cause ! Depuis le mois de juin/juillet, elle tente de faire passer une restructuration en profondeur de la Fnac qui vise à supprimer 550 à 1000 postes comme étant la réponse incontournable aux évolutions de marchés... Or, avec l'annonce de la cession, les vraies raisons de cette restructuration sautent aux yeux de tou(te)s : elle veut supprimer des centaines de postes pour réduire les coûts salariaux dans la perspective de cette cession. Les choix commerciaux dictés par la volonté d'accroître la rentabilité de l'enseigne sur le court terme peuvent mettre en péril l'entreprise et nos emplois.

L'annonce par la presse, jeudi 12 octobre, de la volonté de F. Pinault d'acquérir le pôle environnement de Suez pour la bagatelle (!) de 18 milliards d'euros confirme bien que des grandes manœuvres sont à l'œuvre chez PPR.

Et les salarié(e)s de la Fnac dans tout cela ?

Les salarié(e)s ? Ils comptent pour du beurre. Ils n'ont pas droit à la moindre information sur l'avenir de leur entreprise, la cession et les éventuels repreneurs. Ils n'ont pas plus le droit de connaître la stratégie élaborée par nos dirigeants qui les conduit à dire qu'il faut trancher dans le vif en supprimant des centaines d'emplois, en sabordant des activités aussi importantes que les travaux photos ou le disque, en réduisant le « back-office » à sa plus simple expression...

Alors que nous faisons la richesse de la Fnac au quotidien, il faudrait accepter de n'être qu'une ligne du tableau de bord, qu'un coût qu'il faut réduire au maximum pour augmenter le prix de la Fnac sur le marché ! F. Pinault veut le beurre et l'argent du beurre : les bénéfices engrangés pendant douze ans et les deux milliards de la vente de la Fnac qui pourrait enfler s'il donnait aux futurs repreneurs les gages d'une rentabilité en hausse !

Dans ce contexte, à moins de vouloir contribuer à la valorisation de la Fnac pour aider Pinault à monter ses opérations financières de haut vol, il n'y a aucune raison d'accepter les restructurations que nos dirigeants cherchent à mettre en œuvre le plus rapidement possible et avec la caution des syndicats.

Nos exigences sont claires :

Nous n'accepterons ni restructurations, ni suppressions de postes, ni licenciements. Nous voulons au contraire de la direction, qu'elle garantisse, dans ce contexte, le maintien de nos emplois, de nos droits et acquis sociaux, le respect de nos conventions, de nos accords !

Nous exigeons de la direction qu'elle fasse toute la clarté sur sa stratégie, ses choix commerciaux et sociaux, le processus de cession.

Que les salarié(e)s sachent où va leur entreprise, n'est-ce pas la moindre des choses surtout quand celle-ci prétend prendre toutes ses responsabilités sociales ?

Jeudi 26 octobre

*Le président de la Fnac, D. Olivennes,
convoque l'encadrement à la présentation
de son projet d'entreprise « 2007/2011 ».*

Ce projet nous concerne.

***Mobilisons-nous
en grève ce jour-là !***

Affirmons que nous existons !

Faisons entendre nos exigences !

Invitons-nous à cette journée !

**CGT/FO/SUD/CNT Fnac / CFDT Fnac Paris
Le 13 octobre 2006**